

## Sarkozy se fiche du nombre de manifestants : imposons le retrait par la grève générale

*Nicolas Sarkozy a effectué ce soir un plaidoyer pour sa politique qui privilégie la classe sociale la plus riche pendant que la majorité de la population doit souffrir en silence. Le Président de la république ose dire qu'il a « conscience de la souffrance des gens » et que « depuis trois ans, il a tout fait pour éviter les drames sociaux ». Pour celui, qui a mené depuis son accession au pouvoir une politique fiscale, sociale et économique accentuant la précarité, aggravant la destruction des services publics et de la fonction publique, c'est un mensonge supplémentaire.*

Le chef de l'Etat annonce que chaque jeune sortant de l'école à **16 ans sans diplôme** devra avoir un travail ou une formation. C'est se moquer du monde quand on veut en même temps rallonger la durée du travail et repousser l'âge légal de départ en retraite à 62 ans. Le président annonce également des institutions éducatives pour les « jeunes à problèmes dont personne ne veut avec un encadrement renforcé » alors même qu'il continue les destructions par dizaine de milliers de suppressions d'emplois dans la fonction publique, donc dans l'Education, le Social, la Prévention... les services de la direction générale des finances publiques qui n'ont plus les moyens nécessaires pour mener les contrôles les plus complexes, certains exemples récents le prouvent.

Sarkozy veut traiter le dossier de la **dépendance** (ce qui pourrait être une excellente chose) mais ne dit pas qui va payer, alors même qu'il s'attaque aux exonérations pour l'aide à domicile et qu'il l'a supprimé dans la fonction publique.

Il continue à mentir en annonçant qu'il ne baissera pas les **salaires**, alors qu'il baisse ceux des fonctionnaires, et encourage le patronat à faire de même.

C'est bien une **politique de rigueur** « rigoureuse » qui est menée, imposée par le FMI et ayant pour seuls objectifs de satisfaire les actionnaires et les agences de notation. Mais la rigueur ne s'applique pas à tout le monde et surtout pas aux plus riches qui ont profité de la crise et pour qui le bouclier fiscal est maintenu au nom de mensonges pour faire peur : les délocalisations, la compétitivité et le fait que la France serait le pays où on paie le plus d'impôts.

**Travailler plus pour gagner moins, Sarkozy ne change pas de politique.** Du chantage éhonté à la délocalisation au mensonge sur le report de l'âge légal de départ en retraite, le président a joué sur toute la gamme de la plaidoirie d'avocat d'affaires.

La réforme des **retraites** serait évidente et seuls quelques points seraient discutables ? Mais cette réforme oblige à attendre 62 ans pour obtenir sa retraite (application progressive sur 6 ans, à raison de 4 mois de plus par an). Il maintient ainsi dans la précarité la majorité des salariés qui sont mis « hors emploi » avant 59 ans. Il interdit à 6 salariés sur 10 qui n'ont plus d'emploi de prendre leur retraite à 60 ans et prolonge ainsi de 2 ans leur chômage.

Certes, en ne payant pas les pensions pendant 2 ans, entre 60 et 62 ans, il allège les caisses de retraites, mais alourdit celles du chômage, qu'il déclarera ensuite en déficit pour justifier de nouvelles attaques contre les chômeurs.

Aujourd'hui, 2 salariés sur 3 prennent leur retraite à 60 ans, malgré les faibles pensions, parce qu'ils sont usés par le travail, ne supportent plus l'aggravation des conditions de travail... et veulent profiter de leur retraite pendant les quelques années où ils vont rester en bonne santé, sans handicap majeur. Le projet de loi repousse cet espoir de se reposer et de profiter d'une autre vie.

Le projet de loi prétend vouloir prendre en compte les carrières longues alors même que son projet revient à faire cotiser 44 ans les salariés ayant commencé à travailler entre 14 et 16 ans. Il endosse la conception patronale de la pénibilité qui reposerait sur un constat médicalisé individuel *a posteriori* et non pas sur une définition *a priori* des métiers et catégories professionnelles. La notion même de pénibilité au travail est, de fait, vidée de tout contenu.

Nicolas Sarkozy reste « droit dans ses bottes » pour indiquer que le nombre de manifestants ne le fera pas changer d'avis. Mais, lapsus révélateur, il répond « oui », à la question pour savoir s'il a peur d'une rentrée sociale chaude.

Pour l'Union syndicale Solidaires, cette politique n'est ni moderne, ni juste : elle est archaïque et antisociale. C'est pourquoi **Solidaires, appelle à se mobiliser tout l'été, à être en grève le 7 septembre, à des manifestations massives, pour exiger le retrait du texte de loi sur les retraites et appelle tous les salariés à organiser une grève générale reconductible.**